

Cote du document: EB 2019/LOT/G.1
Date: 25 septembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet
mondial/régional à la

Coalition internationale pour l'accès à la terre

Promouvoir, avec les membres de la Coalition
internationale pour l'accès à la terre, une
gouvernance foncière centrée sur les
personnes

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jean-Philippe Audinet
Conseiller technique principal (monde), Institutions
Division production durable, marchés et institutions
téléphone: +39 06 5459 2305
courriel: j.audinet@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 12.

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. La Coalition internationale pour l'accès à la terre (ci-après, la Coalition) est un espace unique en son genre, au sein duquel se retrouvent, sur un pied d'égalité, 255 organisations de la société civile et intergouvernementales. Elle a agi, au cours des deux dernières décennies, dans les réalités complexes et mouvantes dans lesquelles interviennent ses membres, en apportant un appui à des plateformes multipartites et en obtenant, de la part des gouvernements, des engagements de réforme. La Coalition a contribué à faire largement reconnaître le fait que les droits fonciers sont au cœur des programmes de développement, et à placer la barre plus haut s'agissant des normes de bonne pratique en matière de gouvernance foncière. Au cours des dernières années, la Coalition a connu des changements importants non seulement en termes de taille et de diversité de ses membres, mais aussi en raison de la régionalisation d'une grande partie des activités du réseau, dont le but était d'assurer le renforcement des liaisons horizontales entre les membres et d'autres acteurs pertinents au niveau des pays, et de faire en sorte que les processus décisionnels appartiennent à ses membres, le secrétariat mondial agissant comme facilitateur des interactions. La Coalition constitue également une importante plateforme de gestion des savoirs et offre un grand potentiel d'apprentissage entre ses membres. Elle facilite l'accès aux espaces d'élaboration des politiques, aux compétences et aux réseaux de plus grande portée. La contribution du FIDA, qui figure parmi les principaux donateurs de la Coalition, a joué un rôle essentiel dans les résultats ci-dessus.
2. La proposition est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015¹. En outre, un accès équitable et sûr à la terre est l'un des fondements d'une transformation inclusive et durable du monde rural, pleinement reconnu dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD). Cette contribution sous forme de don au programme de travail et budget triennal de la Coalition pour la période 2019-2021 garantira la poursuite du partenariat stratégique du FIDA avec la Coalition. La stratégie de la Coalition est conforme à la vision stratégique d'une "transformation inclusive et durable du monde rural" que poursuit le FIDA, dans la mesure où elle vise aussi à mettre en place des moyens de subsistance améliorés et plus résilients pour la population rurale pauvre, et en particulier pour les petits agriculteurs, les paysans et autres ruraux n'ayant que peu ou pas de terres, les femmes, les jeunes et les groupes ethniques marginalisés.
3. L'engagement au sein de la Coalition est également aligné sur la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière. Conformément à cette politique, la Coalition promeut un accès sûr à des terres productives, élément essentiel pour des millions de ruraux pauvres dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture, de l'élevage ou des forêts. La stratégie de la Coalition met spécifiquement l'accent sur 10 engagements. Ces engagements constituent les points de référence grâce auxquels les membres agissent de concert en vue de la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (ci-après, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable), auxquelles le FIDA continue d'apporter son appui par le biais de son investissement et de sa

¹ Voir EB 2015/114/R.2/Rev.1.

représentation au sein du Comité de pilotage des Directives volontaires pour une gouvernance responsable réuni par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Depuis le lancement de sa stratégie actuelle, la Coalition a fait l'objet de trois évaluations: un examen à mi-parcours, une mission de suivi de l'Union européenne axée sur les résultats, et un audit sur l'égalité des sexes. L'examen à mi-parcours a réaffirmé que la stratégie de la Coalition conserve sa validité tout en formulant des recommandations concernant une révision du modèle opérationnel de la Coalition. La réponse de la direction à l'examen à mi-parcours, présentée à la trente et unième réunion du Conseil de la Coalition, en juin 2018, a tracé les grandes lignes des principales mesures à prendre en vue de la révision du modèle opérationnel.

4. Le bénéficiaire a été déterminé par le biais d'un choix direct qui a été approuvé étant donné que la Coalition est le partenaire stratégique reconnu du FIDA en matière d'accès à la terre et de sécurité foncière. À ce titre, il n'y a pas lieu de procéder à une sélection concurrentielle. Le FIDA est l'un des membres fondateurs de la Coalition; il copréside le Conseil de la Coalition et il héberge le Secrétariat de la Coalition en vertu d'un accord d'hébergement approuvé par le Conseil d'administration.

II. Le programme proposé

5. L'objectif global du programme est de permettre aux pauvres, femmes et hommes, d'obtenir un accès sûr et équitable à la terre en œuvrant à l'émergence d'une gouvernance foncière à dimension humaine. Ce programme correspond parfaitement à la politique du FIDA en matière foncière et à l'appui que le FIDA apporte à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable (indicateur objectivement vérifiable: indices de gouvernance foncière rendant compte de la mesure dans laquelle les dix engagements sont abordés dans des pays choisis). Les objectifs concernent la seconde période triennale de la Stratégie 2016-2021 de la Coalition, approuvée par le Conseil de la Coalition et l'Assemblée de ses membres: i) la Coalition met en contact les membres entre eux et avec les promoteurs du changement au-delà de la Coalition, créant ainsi des possibilités d'apprentissage mutuel et d'action conjointe; ii) la Coalition mobilise ses membres en facilitant l'innovation et les bonnes pratiques, en créant des occasions de pilotage et de reproduction à plus grande échelle, en agissant en tant que courtier de savoirs, en aidant les membres à transformer les savoirs en action, et en diffusant les savoirs, et iii) la Coalition influence les principaux décideurs, et notamment les gouvernements, leurs partenaires et les acteurs institutionnels, afin qu'ils considèrent les acteurs de la société civile comme des interlocuteurs, et favorise une plus grande responsabilité dans les décisions concernant la terre, grâce à la transparence et à la disponibilité de données. Cette approche appuie la réalisation du point 3.1 du programme de travail: les membres de la Coalition plaident conjointement et efficacement en faveur d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes.
6. Le groupe cible sera composé d'utilisateurs des terres, notamment des petits exploitants et des agriculteurs marginalisés, en particulier des femmes; de populations rurales qui dépendent de ressources collectives, et notamment des membres des peuples autochtones et des pasteurs; de populations rurales sans terre et de populations touchées par des conflits fonciers. Les membres et partenaires locaux et nationaux de la Coalition, qui représentent ces groupes cibles ou appuient leurs intérêts fonciers par l'assistance technique, le renforcement des capacités, l'échange d'informations, les activités de sensibilisation et la concertation sur les politiques, seront les bénéficiaires directs de ce don. Les plateformes multipartites relatives aux stratégies nationales d'engagement mettent actuellement au point un environnement propice au changement dans 28 pays.

7. Le programme se déroulera sur deux ans et comprendra les composantes suivantes:

Composante 1 – Connexion. La Coalition appuie la création et le renforcement de plateformes multipartites de stratégies nationales d'engagement, le renforcement des capacités des organisations membres et la mise à l'essai d'idées nouvelles visant à apporter des arguments en faveur de changements dans les politiques, les pratiques et les objectifs. Les évaluations de pays par rapport aux indicateurs du LANDex (un indice mondial de mesure de la gouvernance foncière) observent la situation en matière de gouvernance foncière, fournissent une base de référence pour le suivi, et sont intégrées au processus consultatif d'élaboration des stratégies nationales. La Coalition soutient aussi les initiatives de réseaux régionaux au Proche-Orient, en Asie centrale et en Afrique, ainsi que des initiatives thématiques réunissant des membres de différents pays autour de sujets tels que les jeunes et la terre, les droits fonciers sur les parcours ou encore les droits des peuples autochtones sur leurs terres et territoires. Au cours de la période triennale, 80% des membres seront associés à des initiatives spécifiques de la Coalition, 70% des plateformes de stratégies nationales d'engagement et d'initiatives fondées sur les engagements encourageront les Directives volontaires pour une gouvernance responsable et les ODD, 490 organisations non membres participeront à des plateformes de la Coalition, 50% des représentants des membres participant à la gouvernance de la Coalition seront des femmes.

Composante 2 – Mobilisation. La Coalition pilote l'initiative du tableau de bord – désormais désignée sous le nom de LANDex – et la reproduira à plus grande échelle afin de permettre aux membres de recueillir des données sur la situation de la gouvernance foncière et de suivre les progrès par rapport aux ODD. Elle documente et diffuse les bonnes pratiques des membres dans le cadre d'une base de données dédiée, qui apporte des informations utiles à l'action de plaidoyer aux niveaux national, régional et mondial et qui sert de référence. Les initiatives thématiques de la Coalition visent tout particulièrement à faciliter l'apprentissage entre pairs. Toutes les activités de formation prennent appui sur les expériences des membres de la Coalition, telles que rapportées dans la base de données des bonnes pratiques. Outre la formation axée sur des contenus, la Coalition appuiera le renforcement institutionnel des organisations membres, en particulier les associations de peuples autochtones et les organisations paysannes. Au cours de la période triennale, la Coalition réalisera 220 produits du savoir, 65 manifestations d'apprentissage auxquelles participeront 500 personnes (dont 40% de femmes); 35 plateformes utiliseront le tableau de bord pour le suivi de la gouvernance foncière centrée sur les personnes.

Composante 3 – Influence. La Coalition appuie la participation de ses membres aux enceintes régionales et mondiales de plaidoyer, y compris par des campagnes visant à accroître la sensibilisation, faciliter la mobilisation et augmenter la visibilité. Elle contribue à atteindre les ODD en encourageant une approche transformative de la gouvernance foncière. Les occasions de participation à l'élaboration des politiques nationales seront accrues, offrant des espaces de concertation entre les gouvernements, les facilitateurs des stratégies nationales d'engagement et les membres, parmi lesquels des organismes multilatéraux comme le FIDA, la FAO et la Banque mondiale. Au cours de la période triennale, les membres de la Coalition participeront à 750 actions de mobilisation et de sensibilisation.

III. Effets escomptés

8. Les effets attendus du programme sont les suivants: i) changements dans les pratiques, catalysés par des membres de la Coalition (56 changements dans la mise en œuvre des politiques, les lois, les cadres généraux, les programmes, conformément aux 10 engagements); ii) changements dans les politiques,

catalysés par des membres de la Coalition (formulation de 22 lois et politiques nouvelles/améliorées, conformément aux 10 engagements); et iii) renforcement de la capacité de transformation du réseau (75% des membres/organisations partenaires de la Coalition rendant compte d'un renforcement du leadership, d'une amélioration des compétences et d'un renforcement des capacités institutionnelles; et 75% des plateformes appuyées par la Coalition mieux classées en termes de vitalité du réseau).

IV. Modalités d'exécution

9. En tant qu'entité hébergée, le Secrétariat de la Coalition est soumis à toutes les exigences fiduciaires et administratives du FIDA. Le FIDA supervise directement le travail de la Coalition par le biais de sa participation au Conseil de la Coalition, dont il est le coprésident, ainsi qu'à l'Assemblée des membres. La Division Production durable, marchés et institutions du FIDA mettra à disposition le budget et le personnel nécessaires pour assurer une supervision adéquate.

V. Coût et financement indicatifs du programme

10. Ce don n'a pas pour objet de financer un projet spécifique. Il constitue une contribution aux deux premières années du programme de travail et budget (PTB) 2019-21 de la Coalition, qui appuie les programmes de l'ensemble des plateformes de stratégies nationales d'engagement et d'initiatives fondées sur les engagements. Le PTB est estimé à 11 millions d'USD en moyenne par an, soit 33 millions d'USD pour la période triennale. La contribution du FIDA financera 10% du PTB de base. Le PTB est cofinancé par les partenaires stratégiques de la Coalition: la Commission européenne, le Gouvernement des Pays-Bas, la Direction suisse du développement et de la coopération, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Irish Aid et le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. À ce jour, un peu moins de 14 millions d'USD ont déjà été assurés.

Tableau 1

Programme de travail et budget triennal 2019-2021 de la Coalition internationale pour l'accès à la terre
(en USD)

	Activité	Cible
AFRIQUE	Afrique – SNE*, CBI* et engagement régional	5 000 000
	Unité de coordination régionale et appui au réseau	1 050 000
	Afrique – Gouvernance	465 000
ASIE	Asie – SNE, CBI et engagement régional	3 600 000
	Unité de coordination régionale et appui au réseau	750 000
	Asie – Gouvernance	340 000
LAC (Amérique latine et Caraïbes)	LAC – SNE, CBI et engagement régional	3 600 000
	Unité de coordination régionale et appui au réseau	970 000
	LAC – Gouvernance	340 000
EMENA (Europe, Proche-Orient et Afrique du Nord)	EMENA – SNE, CBI et engagement régional	1 400 000
	EMENA – Gouvernance et appui au réseau	235 000
MONDIAL ET INTERRÉGIONAL	Installations et SNE et CBI mondiaux	4 100 000
	Appui interrégional au réseau	4 500 000
	Gouvernance mondiale	520 000
	Secrétariat mondial	4 400 000
	Assurance maladie après cessation de service	180 000
	Sous-total des coûts directs	31 450 000
Coûts indirects	Redevance(s) d'hébergement	1 110 000
	Audit	30 000
	Autres coûts administratifs	410 000
	Sous-total des coûts indirects	1 550 000
	Budget total	33 000 000

* CBI: initiative fondée sur les engagements, SNE: stratégie nationale d'engagement.

11. Le budget total pour la stratégie 2019-2021 s'élève à 66 millions d'USD, dont 33 millions d'USD constituent le "budget de base" pour le financement du programme de travail de la Coalition, et 33 millions d'USD sont mobilisés pour financer les plateformes dirigées par les membres (stratégies nationales d'engagement et initiatives fondées sur les engagements). Un financement mobilisé de 4,45 millions d'USD a été assuré pour les Initiatives "Land Matrix" (matrice des transactions foncières) et "Rangelands" (parcours); les membres font état d'un montant de 14,1 millions d'USD directement mobilisé à ce jour auprès des donateurs pour les plateformes dirigées par les membres. Le cofinancement de base pour le programme de travail de la Coalition pour la période 2019-2021 (sur la base des accords existants) est le suivant: la Commission européenne: 5,6 millions d'USD et 1,1 million d'USD pour la gestion participative des parcours; l'Agence suédoise de coopération internationale au développement: 3,79 millions d'USD; le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement: 0,9 million d'USD; la Direction suisse du développement et de la coopération: 4,25 millions d'USD; Wellspring Philanthropic Fund: 0,25 million d'USD; et l'Initiative Land Matrix (un fonds fiduciaire multidonateurs): 4,5 millions d'USD.

VI. Recommandation

12. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes", accordera un don de deux millions deux cent mille dollars des États-Unis (2 200 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To realise land governance for and with people at the country level, responding to the needs and protecting the rights of those who live on and from the land	Land governance indices capturing the degree to which 10 commitments are addressed in selected countries	ILC Global Land Index (LANDex) Case studies	LANDex rolled out to at least 10 countries by 2021 Decision makers keep land issues high in their agendas
Objectives	1. ILC CONNECTS members to each other and to change-makers beyond the Coalition, creating opportunities for mutual learning and joint action; 2. ILC MOBILISES members by facilitating innovation and good practice, creating opportunities for piloting and scaling up; acting a knowledge broker, assisting members to turn knowledge into action, and disseminating knowledge; 3. ILC INFLUENCES key decision-makers, including governments, their partners and corporate actors to consider civil society actors as interlocutors; and promotes greater accountability in decisions over land, through transparency and data availability.	1. ILC CONNECTS members to each other and to change-makers beyond the Coalition, creating opportunities for mutual learning and joint action; 2. ILC MOBILISES members by facilitating innovation and good practice, creating opportunities for piloting and scaling up; acting a knowledge broker, assisting members to turn knowledge into action, and disseminating knowledge; 3. ILC INFLUENCES key decision-makers, including governments, their partners and corporate actors to consider civil society actors as interlocutors; and promotes greater accountability in decisions over land, through transparency and data availability.	Sources of information for measuring progress against these indicators	Multi-stakeholder actors in NES processes openness to collaboration and commitment to people-centred land governance Members collaborate in the assessment of the ILC SF Members openness to discuss and share experiences and results, as well as adapt and change perspectives
Outcomes/ Outputs	Outcome 1. Changes in practices catalysed by ILC (Decision makers/governments/parliamentarians improve the implementation or enforcement of policies and laws to be more inclusive, or demonstrate changed behaviours that reflect the principles behind one or more of the 10 commitments.) Outcome 2. Changes in policies catalysed by ILC members (Decision makers/governments/parliamentarians at international, regional, country and local levels improve or defend policies, laws and regulations to reflect the principles behind one or more of the 10 commitments, in an inclusive manner); Bridging outcome 3. Strengthened network capacity for transformation (Stronger ILC-supported platforms, in a more enabling external environment, are equipped to	1. # of cases in which policies /laws/frameworks/agendas are implemented in line with the 10 commitments 2. # of new/preserved/improved, laws and policies in line with the 10 commitments; 3. # of ILC members/ partner organisations reporting on stronger leadership, improved competencies, and stronger institutional capacities. # of ILC-supported platforms ranked highly for network vibrancy.	For all 3: ILC's M&E system reports (NES and CBI) In addition, for 1. Outcome harvest and contribution analysis for selected countries, at least one per region per year 2. Contribution analysis for selected countries, at least one per region per year 3. Competency map and survey (sample of members and partners), M&E system M&E system reports, including outcome harvest and contribution analysis Triennial keystone survey also applied to ILC-supported platforms	NES countries enjoy a stable political environment necessary for land reform and policy implementation.

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	realise people-centred land governance).			
Key activities by component	<p>1.1 Members and non-members across different categories use ILC as a space to interact, collaborate, share, and express solidarity at country, regional, and global levels</p> <p>1.2 Members use ILC as a bridge to connect to other change-makers, especially at the country level, including from grassroots movements, government and other public institutions, and the private sector</p> <p>2.1. Members use ILC as a space to identify solutions and improve organisational and institutional capacities to better address the 10 commitments</p> <p>2.2. ILC members develop their own and partners competencies to better address the 10 commitments at country, regional, and global levels</p> <p>3.1. ILC members jointly and effectively advocate, lobby and play a role as interlocutors with the government, their development partners, and private sector actors in decision-making over land for the 10 commitments on people-centred land governance.</p>	<p>1</p> <p># of members (disaggregated for gender and youth) participating in CBIs, NES, RCUs and other ILC initiatives</p> <p># of platforms, established/ consolidated</p> <p>% of women and youth representation in ILC supported platforms & governance structures at all levels</p> <p># of non-members engaged with ILC's initiatives</p> <p>2</p> <p># of documented/published knowledge products and good practices produced by ILC</p> <p># of male and female participants in ILC learning events, including training, mentoring, peer to peer exchange and joint missions</p> <p>3</p> <p># of joint lobby (declarations, position papers, policy briefs, shadow reports) and advocacy actions (campaigns, marches, other)</p>	<p>M&E system reports</p> <p>Policy briefs</p> <p>Member net analytics</p> <p>M&E system reports</p>	<p>Multi-stakeholder actors in NES processes openness to collaboration and commitment to people-centred land governance</p> <p>Members collaborate in the assessment of the ILC SF</p> <p>Members openness to discuss and share experiences and results, as well as adapt and change perspectives</p>